

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 9 mars 1966, M. Christian Le Louer, directeur économe de l'hôpital rural de Baugé (Maine-et-Loire), a été nommé directeur économe de l'hôpital rural de Longué (Maine-et-Loire), 4<sup>e</sup> classe.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 9 mars 1966, M. Daniel Renault, directeur économe de l'hôpital-hospice de Jeumont (Nord), a été nommé directeur de l'hôpital-hospice de Watrelos (Nord), 3<sup>e</sup> classe (2<sup>e</sup> tour).

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 24 mars 1966, M. Jean-Baptiste Beltrand, économe de la maison de retraite de Saint-Rambert-sur-Loire (Loire), a été chargé des fonctions de directeur économe de l'hôpital de Saint-Galmier (Loire), 4<sup>e</sup> classe.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 24 mars 1966, M. Robert Cappe, économe de l'hôpital de Saint-Omer (Pas-de-Calais), a été chargé des fonctions de directeur économe de l'hôpital-hospice de La Bassée (Nord), 4<sup>e</sup> classe.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 24 mars 1966, M. Pierre Lacamoire, directeur de l'hôpital-hospice de La Guerche-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), a été nommé directeur de l'hôpital-hospice de Vitré (Ille-et-Vilaine), 3<sup>e</sup> classe (1<sup>er</sup> tour).

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 24 mars 1966, M. Georges Lecouillard, directeur des hospices civils de Forbach (Moselle), a été nommé directeur de l'hôpital-hospice de Mayenne (Mayenne), 3<sup>e</sup> classe (1<sup>er</sup> tour).

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 24 mars 1966, Mme Claudine Petrequin, sous-directeur de l'hôpital-hospice de Gonesse (Seine-et-Oise), détachée auprès des hospices civils de Lyon, a été réintégrée dans son poste d'origine.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 24 mars 1966, M. Joseph Sanchez, directeur économe de la maison de retraite de La Bouexière (Ille-et-Vilaine), inscrit sur la liste d'aptitude aux emplois de 5<sup>e</sup> classe du personnel de direction des hôpitaux et hospices publics, a été nommé directeur économe de l'hôpital-hospice de Charlieu (Loire), 5<sup>e</sup> classe.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 31 mars 1966, M. Jacques Setif, directeur économe de l'hôpital rural de Lamarche (Vosges), a été placé en position de service détaché, pour une durée maximum de cinq ans, en vue d'exercer les fonctions de directeur économe de l'hôpital-hospice de Houdan (Seine-et-Oise), 4<sup>e</sup> classe.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 4 avril 1966, M. Claude Bussy, économe de l'hôpital-hospice de Coulommiers (Seine-et-Marne), a été nommé directeur économe stagiaire de l'hôpital-hospice de Saulieu (Côte-d'Or), 4<sup>e</sup> classe.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 4 avril 1966, M. Gabriel Proy, directeur économe de l'hôpital rural de Villeneuve-sur-Yonne (Yonne), a été placé en position de service détaché, pour une durée maximum de cinq ans, en vue d'exercer les fonctions de directeur de l'hôpital rural de Lamballe (Côtes-du-Nord), 3<sup>e</sup> classe (2<sup>e</sup> tour).

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Par arrêté du ministre des anciens combattants et victimes de guerre en date du 20 mai 1966, M. Guillaume (Gilbert), secrétaire général de 2<sup>e</sup> classe, 6<sup>e</sup> échelon, chef du service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de la Meuse, est promu au grade de secrétaire général de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966.

## MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Classement de centres de réception radio-électriques.

Par arrêté du ministre des postes et télécommunications en date du 7 juin 1966, les centres de réception radio-électriques de Martigues-Port et de Port-de-Bouc-Port (Bouches-du-Rhône), contrôlés par le ministère des postes et télécommunications, sont classés en troisième catégorie.

## MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Commission spéciale d'intégration des officiers  
dans le corps des professeurs d'éducation physique et sportive.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-1334 du 30 décembre 1963 relative à l'emploi d'officier dans les services du ministère de l'éducation nationale;  
Vu le décret n° 64-163 du 24 février 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — La commission spéciale d'intégration des officiers dans le corps des professeurs certifiés et assimilés, prévue à l'article 6 du décret du 24 février 1966, est composée comme suit en ce qui concerne l'accès aux emplois d'enseignant d'éducation physique :

Le sous-directeur de l'administration ou son représentant, président.

Un représentant du ministère des armées.

Un inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Deux représentants du personnel de la commission administrative paritaire du corps d'accueil considéré, désignés par le ministre.

Art. 2. — Le sous-directeur de l'administration est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 juin 1966.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
RENÉ HABY.

## EMPLOIS RESERVES

### NOMINATIONS

#### Ministère des armées.

Par arrêté en date du 17 mai 1966, pris en application de la législation sur les emplois réservés, M. Telliez (Emile) a été nommé agent de bureau stagiaire dans les services extérieurs du ministère des armées à Valenciennes (Nord).

#### Ministère de l'économie et des finances.

Par arrêté du directeur général du Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes en date du 8 juin 1966, M. Slowensky (Gaston) a été nommé agent de service stagiaire à la manufacture des tabacs de Nancy en exécution de la législation sur les emplois réservés (loi du 26 octobre 1946 et décret du 10 juillet 1947).

#### Ministère des affaires sociales.

Par arrêté du ministre des affaires sociales en date du 25 mars 1966, les candidats dont les noms suivent ont été nommés contrôleurs stagiaires des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre au titre des emplois réservés et affectés dans les résidences ci-après :

MM. Quilici (Georges), à Périgueux.  
Castoldi (Henri), à Belfort.  
Muscat (Joseph), à Paris.